

La voix de l'Opposition de gauche

Comment ils violent les règlements qu'ils ont eux-mêmes institués.

Question : dans quel objectif ?

8 juin 2012

Une option intermédiaire est à l'étude, a fait savoir mercredi le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung. Il s'agirait de verser directement de l'argent provenant du fonds de secours européen dans le Fonds public espagnol d'aide au secteur bancaire (Frob).

"Il est impossible sur le plan juridique de prêter directement au Frob mais on peut prêter au gouvernement espagnol" avec l'obligation de rediriger les fonds vers le Frob, souligne cette même source.

Ce serait ainsi le secteur financier qui se retrouverait sous la pression des bailleurs de fonds et non plus le gouvernement espagnol. (AFP 06.06)

Déjà que l'économie et plus encore la finance sont des domaines difficiles à aborder, on a parfois du mal à s'y retrouver tant leurs annonces sont contradictoires. Cela ne doit pas nous rebuter pour essayer de comprendre ce qui se passe et leurs réelles intentions. Cela demande une attention toute particulière qui nous fait défaut parfois. Or, il nous faut faire cet effort pour au moins cerner quelle tendance se dessine à travers leurs décisions ou les perspectives qu'ils tracent, tout en se méfiant des fausses annonces qui relèvent de la propagande ou qui ont pour unique objet de faire pression sur tel ou tel acteur.

On ne va pas revenir ici sur la question de la dette des Etats que chacun connaît par coeur, on va s'intéresser à une autre question que la BCE et la Commission européenne mettent en avant de concert : une union bancaire européenne. Qu'est-ce que c'est ? Comment cela fonctionnerait-il ? Pour quoi faire ? Pourquoi ? Qu'est-ce que cela recouvre ? A quel moment précis sortent-ils cela ?

Je n'ai pas eu le temps encore de me documenter pour répondre précisément à ces questions. Cependant on peut tenter une première approche.

On sait qu'ils visent la destruction des Etats-nations à travers la construction de l'Union européenne dans le but d'instaurer un Nouvel ordre mondial. On sait qu'ils rencontrent de nombreux obstacles sur cette voie, précisons qu'ils ne se réduisent pas à la résistance des peuples ou de la lutte de classe du prolétariat, pour l'essentiel ils proviennent du développement du capitalisme dans chaque pays et de la concurrence que se livrent les capitalistes entre eux.

Si chaque crise se traduit par la disparition ou l'absorption des capitalistes les plus faibles par les plus puissants, cela vaut dans tous les secteurs économiques, y compris la banque et la finance. Maintenant quand on observe de quelle manière se sont développés les Etats-Unis à partir du début du XXe siècle, comment ils sont parvenus à absorber les éléments disparates qui prédominaient sur ce vaste territoire au XIXe siècle pour ne plus former qu'un seul Etat, on s'aperçoit qu'ils y sont parvenus sur le plan politique sous l'égide d'un cartel des banquiers les plus puissants à la tête déjà de gigantesques conglomérats industriels, ce sont les JPMorgan, Rockefeller et Cie qui ont modelé l'Etat américain, qui ont imposé une forme de pouvoir à la tête de l'Etat et au sein des institutions où le prolétariat est totalement inexistant, mais qui par défaut ou par faiblesse a été dénommé

démocratie, alors qu'en réalité il s'agit d'un régime dictatorial aux mains et au service de la Fed et de Wall Street. Ce sont les banquiers américains les plus puissants qui font et défont les présidents américains, qui décident quelle politique le gouvernement doit mener dans le pays et à travers le monde, ils détiennent le Congrès et le Sénat depuis que la Fed existe, rien n'échappe à leur pouvoir. Il existe bien des dizaines de milliers de banquiers moins importants aux Etats-Unis, mais leur existence et leur sort tient au bon vouloir du cartel qui domine la Fed.

En Europe, rien de tout cela existe ou presque. Depuis le traité de Maastricht (1992) et l'instauration de l'euro (1999), ils tentent de marcher à pas forcés sur les traces des Américains mais ils se trouvent confrontés à des obstacles quasi insurmontables du fait de l'histoire et de la composition particulière de chaque capitalisme dans chaque Etat. Tandis qu'aux Etats-Unis c'est le monopole d'un cartel de banquiers qui impose sa loi à tout le pays, il n'existe rien de tel dans l'UE.

Ils sont en train de se rendre compte que s'attaquer aux Etats par le biais de la dette a ses limites, c'est là que le facteur de la lutte de classe se rappelle à leur bon souvenir ou rejaillit à la surface violemment. Certes, le climat permanent de crise qu'ils ont instauré a permis d'atteindre certains objectifs comme l'amplification de l'exploitation des travailleurs ou encore l'affaiblissement ou la liquidation de capitalistes dans certains secteurs d'activité, maintenant il s'agit pour eux de s'attaquer à la tête du capitalisme, aux banques et aux institutions financières, secteur qu'il leur faut épurer pour que les plus puissants imposent leur loi à tous, comme cela se produisit un siècle plus tôt aux Etats-Unis. Ils ont mis au point un certain nombre d'instruments, parmi eux Bâle I, II et III ou encore les séries de tests qu'ils infligent à toutes les banques pour finalement décider celles qui méritent d'être sauvées et celles qui doivent disparaître ou se soumettre à la loi du plus fort. Le problème, c'est que même dans ce secteur économique, sa structure organique diffère de ce qu'elle était aux Etats-Unis au moment de la fondation de la Fed.

Je ne voudrais pas dire de bêtise, mais il semble que le pouvoir soit davantage concentré entre quelques mains aux Etats-Unis qu'en Europe. De la même manière qu'il existe une concurrence plus féroce entre capitalistes en Europe du fait qu'ils sont plus nombreux dans un même secteur d'activité. Sur le vaste territoire américain et le premier marché mondial en terme de PIB par habitant, il n'existe que trois constructeurs automobiles américains en concurrence, Ford, GM et Chrysler, alors qu'ils sont encore plus du double en Europe pour un marché comparable. Certes, certains constructeurs européens ont disparu depuis 30 ans ou ils ont été absorbés, mais est-ce suffisant ?

Pour revenir à notre sujet, cette question se pose également au niveau de la concentration des capitaux détenus par les banques dans chaque pays : a-t-elle atteint un niveau suffisant pour que l'aristocratie financière impose sa loi à tous les Etats, impose les rapports sur lesquels doit fonctionner l'UE, donc réaliser une fédération politique d'Etat calquée sur le modèle américain, bref, achever la construction de l'Union européenne qui déposséderait tous ses peuples de leurs droits et de leur histoire respectif, niant la lutte de classe du prolétariat européen depuis le milieu du XIXe siècle, d'où le rôle capital de sa résistance à ce processus.

(je reprends en fin de soirée cette analyse rédigée le matin.)

Je n'ai pas vraiment eu le temps de penser à ce que j'avais écrit ce matin, cependant j'ai trouvé un enchaînement qui me semble intéressant. Nous en étions restés à l'aristocratie financière qui veut parachever sa dictature, en passant par l'épuration et la restructuration du secteur bancaire en Europe. La BCE et la Commission européenne viennent de déclarer qu'elles étaient favorable à une union bancaire européenne et j'ai essayé d'expliquer quelle en était la finalité politique.

Maintenant reprenons le mécanisme qui nous a conduits à la situation actuelle en y associant l'information précédente sur les banques. Il se compose de plusieurs phases :

- 1- Ils ont commencé par faire monter la dette de l'Etat qui a pour créancier les marchés et les banquiers ;
- 2- Ensuite ils ont imposé l'austérité qui s'est traduit par un appauvrissement de la population tandis que certains s'enrichissaient rapidement ;
- 3- L'insolvabilité des clients des banques a entraîné leur quasi-faillite, qui à son tour a entraîné celle de nombreuses entreprises faisant grimper le chômage à un niveau insupportable ;
- 4- La BCE est venue au secours des banques ainsi que les Etats déjà fortement endettés, rendant la situation encore plus inextricable pour ne pas dire incontrôlable ou explosive sous bien des aspects ;
- 5- Les marchés ont fait en sorte que les banques soient vulnérables pour rendre leur renflouement indispensable par les Etats, la dette que les contribuables doivent payer, une façon comme une autre de racketter la population laborieuse, par tous les bouts.
- 6- En poussant les banques à la faillite, ils ont réussi à faire disparaître les plus faibles ou à les rendre dépendantes de la BCE, ce processus est encore en cours.
- 7- L'orientation de la BCE et de la Commission européenne pourrait consister à accélérer ce processus de concentration bancaire ou plutôt, n'ayant pas réussi ou se rendant compte qu'il serait dangereux de s'attaquer frontalement à certaines banques parce qu'elles entretiennent des rapports entre elles ou qu'elles ont des intérêts en commun, ils pourraient opter pour la formation d'un cartel bancaire européen sous l'égide des banques les plus puissantes qui se chargeraient elles-mêmes de faire discrètement le ménage dans leur milieu.

On poursuivra plus tard cette analyse en voyant quels obstacles politiques ils demeurent pour avancer dans cette voie. Bien des questions restent en suspens comme par exemple les rapports entre la BCE et cette union bancaire européenne si toutefois elle voit le jour un jour. Sur le plan politique, ils ont évoqué la transformation de la Commission européenne en un gouvernement européen, dont les membres ne sont pas élus à ce jour, et l'élection au suffrage universel d'un président de l'UE.

(La suite rédigée en partie ce matin et cet après-midi)

Encore quelques réflexions tenant compte des derniers développements ou déclarations.

On a vu que mettre les banques en danger poussait à imposer l'union politique, et les sauver nécessitait un renfort de l'union budgétaire des Etats.

Les Allemands viennent d'affirmer que l'union politique soutendait une union budgétaire selon le figaro.fr. Pour Berlin, *«les eurobonds ne peuvent être qu'un point d'aboutissement alors que nous considérons que ce devrait être un point de départ»*, a souligné Hollande. Merkel a répliqué selon la même source : vous voulez les eurobonds, chiche, mais en contrepartie nous réclamons l'union politique, seule susceptible de garantir que l'Allemagne ne sera pas seule à faire des réformes et à payer pour ceux qui n'en font pas.

Si je comprends bien, c'est le rapport de force économique établi entre chaque Etat et dominé par l'Allemagne qui doit dicter les contours de cette "union politique" afin que Berlin conserve son hégémonie au sein de l'UE, ce qui signifie au passage que la liquidation pure et simple des Etats dans un nouvel Etat qui engloberait au départ tous les pays de la zone euro n'est pas pour demain ou que cette perspective politique est irréalisable à court terme. On pourrait ajouter qu'il en sera de même de l'union bancaire européenne qui présenterait les mêmes inconvénients que les eurobonds.

Thomas Klau, analyste politique à l'European Council on Foreign Relations (ECFR) apporte une précision sur la question de l'union politique de l'UE, en rappelant que l'Allemagne est opposé à un schéma politique défendu par la France donnant aux gouvernements le premier rôle : *«pour les Allemands, cette vision néogaulliste est inefficace, en permettant un veto, et insuffisamment démocratique parce que le Conseil n'est responsable devant aucun parlement européen»*. (lefigaro.fr 07.06)

Le souci de Merkel n'est pas d'inscrire la construction dans un processus démocratique, chacun l'aura compris, mais au contraire d'interdire son expression par le rejet des peuples d'un ou plusieurs Etats de mesures conduisant à une plus grande intégration dans l'Union européenne et la perte de leur souveraineté. On a à l'esprit que leur objectif final est d'interdire aux peuples de l'UE d'intervenir directement sur le fonctionnement et l'orientation de la politique réactionnaire l'UE, de leur interdire toute forme d'expression politique qui viendrait contrecarrer leur plan constituant un chaînon du Nouvel ordre mondial auquel les maîtres du monde aspirent.

Ce qui est intéressant ici, c'est que lorsque Merkel rejette l'idée que le Conseil de l'Europe constitué des chefs d'Etat qui ont des comptes à rendre à leur peuple respectif et seraient tentés de s'opposer à certaines mesures particulièrement impopulaires dans leur pays, elle estime qu'il serait possible de palier à cet inconvénient en passant par le parlement européen boycotté par la moitié des électeurs à chaque élection et n'ayant de compte à rendre finalement à personne, excepté leurs commanditaires : les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises.

Tout renforcement du pouvoir du parlement européen ne peut se faire qu'au détriment des parlements nationaux qui n'auraient plus qu'un rôle subsidiaire à remplir et qui seraient au final dénués de tout pouvoir. La boucle serait ainsi bouclée et les Etats-Unis d'Europe fonctionneraient plus ou moins sur le modèle américain avec un gouvernement fédéral dont le président serait élu selon des modalités proches de celui existant en Amérique, le parlement européen remplirait la fonction du congrès, la Commission européenne qui serait étoffée et les pouvoirs étendus celui du sénat, l'union bancaire européenne sous l'égide de la BCE ou formant une seule entité correspondrait à la Fed...

Il leur reste encore de nombreux obstacles à franchir avant de parvenir à leur fin, par exemple à ce jour il n'existe aucune harmonisation fiscale au sein de l'UE et l'épuration au sein du capitalisme et des banques est loin d'être achevée ou parvenue à un niveau permettant d'afficher leur complémentarité, de faire en sorte que certaines banques et entreprises en Europe agissent comme des monopoles imposant leur loi à toutes les autres.